

- groupes de travail spécialisés sur les systèmes nationaux d'innovation (SNI) sur les grappes industrielles, les entreprises et réseaux innovants et la mobilité des ressources

### 2. Développements récents en matière de S-T à l'OCDE

#### *Réunion des ministres chargés des S-T, OCDE, Paris, les 22 et 23 juin 1999*

La réunion portait sur trois thèmes : le développement durable et les nouvelles perspectives d'emploi; la réaction à la mondialisation et l'amélioration de la coopération internationale, et l'adaptation de la réglementation aux impératifs du progrès scientifique et technologique. La délégation canadienne était dirigée par Gilles Cloutier, vice-président du Conseil consultatif des sciences et de la technologie. Sur fond de débat public sur les OMG en Europe, les ministres ont également discuté de la perception de la S-T par le public et du moyen pour les gouvernements d'en rehausser la crédibilité. Les conclusions de la conférence s'inscrivaient dans la foulée du Sommet de Cologne du G8 sur les défis mondiaux, y compris la biotechnologie et l'importance de l'investissement dans les personnes. Les différends au sein de l'OCDE au sujet de la biotechnologie ont été réglés en décidant de reproduire un paragraphe factuel adopté lors de la réunion précédente du conseil des ministres. Cependant, on n'avait pas prévu les difficultés que soulèverait la décision sur le Centre d'information mondial sur la biodiversité (GBIF), seule la France opposant son refus. Un compromis de dernière heure a permis aux ministres d'approuver les efforts des pays intéressés et d'encourager les initiatives en vue de la création d'un organe international de coordination chargé de créer le GBIF. La réunion des ministres a démontré que la plupart des membres de l'OCDE se penchent de plus en plus sur les nouveaux indicateurs de l'économie fondée sur le savoir, c'est-à-dire l'innovation et les investissements en R-D. On intègre davantage (mais pas assez rapidement) la S-T dans les portefeuilles clés des gouvernements, comme l'industrie, les transports, les communications, l'éducation et le commerce. Les ministres ont convenu de l'importance d'un contexte macroéconomique favorable, du cadre réglementaire et de l'insistance sur le développement durable. Ils ont également reconnu que l'élaboration des politiques doit se faire avec la participation des intervenants non gouvernementaux.

#### *Demande du G8 - incidences des biotechnologies et d'autres aspects de la sécurité des aliments*

Suite à la demande des dirigeants du G8 à Cologne, en 1999, L'OCDE a approuvé un programme de travaux sur les incidences des biotechnologies et d'autres aspects de la sécurité des aliments, en vue de la rédaction d'un rapport en prévision du sommet d'Okinawa en 2000. Après de longs et âpres débats, l'OCDE a décidé de faire parvenir aux sherpas du G8 : des rapports sur les travaux pertinents de deux organes de l'OCDE mentionnés par le G8 (groupe de travail sur l'harmonisation du suivi de la réglementation et groupe de travail sur les sécurité des nouveaux aliments destinés à la consommation humaine et animale), les résultats d'une conférence de l'OCDE sur les aspects scientifiques et sanitaires des aliments modifiés génétiquement, qui se tiendra à Édimbourg du 29 février au 2 mars 2000, et un compendium des systèmes nationaux et internationaux de sécurité des aliments, que préparera le nouveau Groupe *ad hoc* sur la sécurité des aliments.